



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.969/2/V
du 26 août 2013

advies 53.969/2/V
van 26 augustus 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
la fixation des critères
déterminant les constructions
et les infrastructures dans
lesquelles la couverture
radioélectrique ASTRID doit
être prévue'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende de
vaststelling van de criteria ter
bepaling van de bouw- en
infrastructuurwerken waarin
ASTRID-radiodekking moet
worden voorzien'

Le 29 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant la fixation des critères déterminant les constructions et les infrastructures dans lesquelles la couverture radioélectrique ASTRID doit être prévue'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 26 août 2013. La chambre était composée de Robert ANDERSEN, premier président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT et Michel PÂQUES, conseillers d'État, Yves DE CORDT, assesseur et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 août 2013.

*

Op 29 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende de vaststelling van de criteria ter bepaling van de bouw- en infrastructuurwerken waarin ASTRID-radiodekking moet worden voorzien'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 26 augustus 2013. De kamer was samengesteld uit Robert ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT en Michel PÂQUES, staatsraden, Yves DE CORDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 augustus 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En ce qu'il tend à fixer les critères déterminant les constructions et les infrastructures dans lesquelles la couverture radioélectrique ASTRID doit être prévue, le projet d'arrêté doit, conformément à l'article 22 de la loi du 8 juin 1998 'relative aux radio-communications des services de secours et de sécurité', être soumis à l'avis de la commission de sécurité instituée par cette disposition (ci-après : « la commission de sécurité »).

En l'espèce, la commission de sécurité a donné un avis sur une première version du projet d'arrêté, le 6 janvier 2009.

Cet avis a ainsi été donné il y a plus de quatre ans et demi. Or, l'obligation légale, faite à l'autorité réglementaire, de recueillir des avis vise essentiellement à informer cette autorité quant aux éléments de fait et de droit qui, selon l'organe consultatif, doivent être pris en considération au moment où l'autorité doit prendre sa décision. Le délai qui s'écoule entre la consultation et la décision doit donc, en principe, être bref. Dans le cas contraire, un avis ne pourrait être retenu comme point de départ d'une décision devant intervenir beaucoup plus tard que s'il était démontré que les circonstances de fait et de droit sur lesquelles l'organe consultatif s'est fondé, n'ont pas évolué à un point tel que la consultation devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce.

En outre, il ressort du dossier que, parmi les dispositions de la version du projet d'arrêté soumise au Conseil d'État qui doivent donner lieu à un avis de la commission de sécurité, l'une d'entre elles - en l'occurrence l'article 1^{er}, § 3 - ne figurait pas dans le texte communiqué à la commission de sécurité. Et l'insertion de ladite disposition dans le projet d'arrêté ne résulte en aucune manière de l'avis de la commission. Aussi, sur ce point, la formalité prescrite par l'article 22 de la loi précitée du 8 juin 1998 ne peut donc de toute façon pas être considérée comme ayant été accomplie.

Il conviendrait donc de soumettre à nouveau le projet d'arrêté à l'avis de la commission de sécurité.

2. Il résulte de l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe, tout projet d'arrêté royal doit donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Selon l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont fixés par un arrêté royal adopté à cette fin. En l'état, ces cas sont fixés par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de la disposition précitée de la loi du 5 mai 1997'. Le présent projet d'arrêté n'entre dans aucun des cas de dispense prévus par l'arrêté royal précité du 20 septembre 2012.

Le dossier contient un document « EIDDD : Exemption (formulaire A) » qui tend à exposer que « la mesure [envisagée par le projet d'arrêté] appartient à une catégorie d'exemption » et qu'il ne devrait donc pas être soumis à une « EIDDD ». Le motif avancé à cet effet tient en ce qu'« il est établi d'avance avec certitude que l'impact de la mesure au plan social, économique et/ou environnemental est négligeable », et ce pour une raison formulée comme suit :

« Ce projet d'arrêté royal exécute une disposition légale existante, à savoir l'article 22 de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, en se limitant à définir des critères univoques. Lesquels critères seront utilisés par une commission existante en vue de déterminer les constructions et infrastructures qui devront être pourvues d'une couverture radioélectrique ASTRID pour les services de secours et de sécurité. La commission en question, son fonctionnement et les processus utilisés préexistent ».

Une telle justification ne fait pas apparaître suffisamment en quoi l'impact de la mesure est négligeable sur le plan social, économique ou environnemental. Il convient donc d'attirer l'attention de l'auteur du projet d'arrêté sur la fragilité de la motivation proposée.

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

L'intitulé gagnerait à être complété pour faire apparaître que l'arrêté en projet a aussi pour objet de modifier l'arrêté royal du 25 juillet 2008 'déterminant les modalités de constitution et de fonctionnement de la commission de sécurité ASTRID et en précisant ses missions'.

PRÉAMBULE

Selon les usages de la légistique, il n'est pas judicieux de mentionner dans le préambule les articles de l'arrêté modifié ¹.

À l'alinéa 2, il convient en conséquence d'omettre les mots « , l'article 8 ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'arrêté royal du 11 janvier 1993 auquel renvoie le paragraphe 2, 2^o, a été modifié par un arrêté royal du 11 février 2010 en vue d'y remplacer systématiquement le mot « préparations » par le mot « mélanges ».

Le paragraphe 2, 2^o, sera modifié en conséquence.

2. Si, quant au principe, rien ne s'oppose à ce que le projet d'arrêté attribue à la commission de sécurité la faculté de dérogation que prévoit l'article 1^{er}, § 3, encore toutefois faut-il qu'il détermine avec suffisamment de précision les catégories d'hypothèses dans lesquelles cette faculté peut être mise en œuvre. À cet égard, la seule mention de l'existence de « certains cas marginaux » est trop vague.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu d'indiquer expressément dans le texte en projet que les décisions de la commission de sécurité doivent être motivées. Il ne s'agit là, en effet, que d'un rappel d'une obligation applicable en vertu de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'. Un tel rappel est inutile. Le rappel de l'obligation de respecter une règle résultant d'une disposition législative présente aussi l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte de la règle en question.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Articles 2 et 3

Les articles 2 et 3 doivent être intervertis afin de tenir compte de l'ordre numérique des dispositions qu'ils modifient.

À l'article 3, il ne sera pas nécessaire de se référer à l'intitulé complet de l'arrêté modifié et il suffira de se référer au « même arrêté ».

¹ *Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30, formule F 3-3.

Article 2 (devenant l'article 3)

1. Dans la phrase liminaire, il convient, compte tenu de la présence de deux alinéas dans l'article 8, § 1^{er}, modifié de l'arrêté royal du 25 juillet 2008, d'écrire qu'

« [...] un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : ».

2. Les habilitations que l'article 22 de la loi précitée du 8 juin 1998 donne au Roi Lui confèrent le pouvoir de déterminer les modalités de constitution et de fonctionnement de la commission de sécurité, de préciser ses missions et d'énoncer les critères déterminant les constructions et les infrastructures dans lesquelles la couverture radioélectrique ASTRID doit être prévue.

Elles ne peuvent raisonnablement être comprises comme englobant le pouvoir de prévoir que le dossier à transmettre à la commission de sécurité doit comprendre, selon les termes de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, en projet, « l'avis motivé de l'autorité communale sur la nécessité d'une couverture radioélectrique interne ».

L'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, en projet sera donc omis.

3. La version française de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, 7°, en projet est rédigée en ce sens que le dossier transmis à la commission de sécurité par l'autorité qui a reçu une demande de permis d'urbanisme mentionne « la date limite de la délivrance de l'avis à l'autorité compétente ». La version néerlandaise du texte est formulée différemment : il en résulte que doit être mentionnée dans le dossier la date limite à laquelle l'avis de la commission de sécurité doit parvenir à l'autorité qui délivre le permis.

À ce sujet, il convient d'abord d'observer qu'en l'espèce, l'article 22 de la loi précitée du 8 juin 1998 attribue à la commission de sécurité un pouvoir de décision, et non pas - au contraire de ce qu'indique le texte en projet - une simple mission d'avis.

En outre, on ne peut perdre de vue que le texte qui forme actuellement l'alinéa 2, – lequel, à suivre le projet d'arrêté, deviendrait l'alinéa 3 – de l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 juillet 2008 prévoit qu'il incombe à l'autorité qui a reçu la demande de permis d'urbanisme de mentionner dans le dossier transmis à la commission de sécurité le délai dans lequel le permis d'urbanisme doit être délivré. Par ailleurs, en vertu de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 juillet 2008 'déterminant les modalités de constitution et de fonctionnement de la commission de sécurité ASTRID et en précisant les missions', la commission de sécurité est tenue de transmettre sa décision à l'autorité visée à l'article 8 au maximum 14 jours avant la fin du délai dans lequel le permis d'urbanisme doit être délivré. Compte tenu de ces dispositions, le Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, 7°, en projet.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Article 3 (devenant l'article 2)

1. Dans la version française de la phrase introductive, il convient de remplacer le mot « paragraphe » par le mot « alinéa » et de placer l'article défini « l' » avant les mots « article 6 ».
2. En faisant état des « critères prévus à l'article 1 ci-dessus » dans une disposition appelée à modifier l'arrêté royal précité du 25 juillet 2008, la disposition en projet donne à penser qu'elle se réfère à l'article 1^{er} de cet arrêté. Or, les critères auxquels elle renvoie sont appelés à figurer, non pas dans l'arrêté royal précité du 25 juillet 2008, mais dans l'arrêté royal portant la fixation des critères déterminant les constructions et les infrastructures dans lesquelles la couverture radioélectrique ASTRID doit être prévue.

Le texte en projet sera revu en conséquence.

Article 4

Afin d'éviter toute difficulté quant à la précise détermination du jour auquel l'arrêté en projet entrera en vigueur, il convient de mentionner le délai soit en nombre de jours (par exemple « nonante jours après sa publication au *Moniteur belge* »), soit par l'indication du premier jour de tel mois (par exemple « le premier jour du troisième mois qui suivra sa publication au *Moniteur belge* »).

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In zoverre het ontwerpbesluit ertoe strekt de criteria vast te stellen voor de bouwen infrastructuurwerken waarin in ASTRID-radiodekking moet worden voorzien, moet het ontwerpbesluit, overeenkomstig artikel 22 van de wet van 8 juni 1988 ‘betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten’, om advies worden voorgelegd aan de veiligheidscommissie die bij deze bepaling is ingesteld (hierna “de veiligheidscommissie” genoemd).

In dit geval heeft de veiligheidscommissie op 6 januari 2009 een advies gegeven over een eerste versie van het ontwerpbesluit.

Dat advies is zodoende meer dan vier en een half jaar geleden verstrekt. De wettelijke verplichting van de verordenende overheid om adviezen in te winnen is vooral bedoeld om die overheid in te lichten over de feitelijke en juridische gegevens die, volgens het geraadpleegde orgaan, in aanmerking moeten worden genomen op het ogenblik dat de overheid haar beslissing moet nemen. De tijdspanne tussen de raadpleging en de beslissing moet dus in principe kort zijn. Zo niet, zou een advies slechts als uitgangspunt voor een veel later genomen beslissing kunnen dienen als bewezen is dat de feitelijke en juridische omstandigheden waarop het adviesorgaan zich gebaseerd heeft, niet in die mate zijn gewijzigd dat de raadpleging als niet langer relevant ter zake zou moeten worden beschouwd.

Bovendien blijkt uit het dossier dat een van de bepalingen van de versie van het ontwerpbesluit die aan de Raad van State is voorgelegd en waarover een advies van de veiligheidscommissie noodzakelijk is – *in casu* artikel 1, § 3 – niet voorkomt in de tekst die aan de veiligheidscommissie is meegedeeld. De invoeging van deze bepaling in het ontwerpbesluit vloeit ook geenszins voort uit het advies van de commissie. Het vormvereiste dat is voorgeschreven door artikel 22 van de voornoemde wet van 8 juni 1998, kan dus in geen geval geacht worden te zijn vervuld.

Het ontwerpbesluit moet dus opnieuw om advies worden voorgelegd aan de veiligheidscommissie.

2. Uit artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ blijkt dat in principe elk ontwerp van koninklijk besluit aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren.

Luidens artikel 19/1, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, zijn de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, die welke zijn bepaald bij een hiertoe vastgesteld koninklijk besluit. Bij de huidige stand van zaken zijn deze gevallen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van de voornoemde bepaling van de wet van 5 mei 1997’. Het voorliggende ontwerpbesluit valt onder geen enkel van de gevallen van vrijstelling waarin het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 2012 voorziet.

Het dossier bevat een “DOEB-vrijstellingsformulier (formulier A)” waarin wordt gesteld dat de door het ontwerpbesluit voorgenomen “[m]aatregel behoort tot [een] vrijstellingscategorie” en dus geen “DOEB” behoeft. Dit wordt gemotiveerd als volgt: “Het staat op voorhand en met zekerheid vast dat de impact van de maatregel op sociaal, economisch en/of leefmilieuvlak te verwaarlozen is”, op grond van een aldus geformuleerde reden:

“Dit ontwerp van Koninklijk Besluit voert een [b]estaande wettelijke beschikking uit, te weten artikel 22 van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, en beperkt zich tot het bepalen van eenduidige criteria. Deze criteria zullen gebruikt worden door een bestaande commissie met als doel de vaststelling van de criteria ter bepaling van de bouw- en infrastructuurwerken waarin ASTRID-radiodekking moet worden voorzien voor de hulp- en veiligheidsdiensten. De commissie waarvan sprake, haar werking en de gebruikte procedures bestaan al”.

Een dergelijke rechtvaardiging geeft onvoldoende duidelijk aan in hoeverre de impact van de maatregel “op sociaal, economisch en milieuvlak” verwaarloosbaar is. De steller van het ontwerpbesluit moet dus gewezen worden op de wankel motivering die wordt aangehaald.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

Het opschrift dient te worden aangevuld zodat duidelijk naar voren komt dat het ontwerpbesluit tevens strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 juli 2008 ‘tot vaststelling van de nadere regels voor de samenstelling en de werking van de ASTRID-veiligheidscommissie en tot precisering van de opdrachten daarvan’.

AANHEF

Overeenkomstig wat in de wetgevingstechniek gebruikelijk is, is het niet zinvol de artikelen van het gewijzigde besluit in de aanhef te vermelden.¹

In het tweede lid moeten de woorden “, artikel 8” derhalve worden weggelaten.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30, formule F 3-3.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Het koninklijk besluit van 11 januari 1993 waarnaar in paragraaf 2, 2°, wordt verwezen, is bij een koninklijk besluit van 11 februari 2010 gewijzigd teneinde er het woord “preparaten” telkens te vervangen door het woord “mengsels”.

Paragraaf 2, 2°, moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

2. Alhoewel er in principe geen bezwaar tegen bestaat dat het ontwerpbesluit de veiligheidscommissie de mogelijkheid biedt om af te wijken van wat in artikel 1, § 3, bepaald is, moet toch voldoende nauwkeurig worden aangegeven in welke soort van gevallen deze mogelijkheid kan worden aangewend. De loutere vermelding dat er “bepaalde randgevallen” bestaan, is in dat opzicht te vaag.

Voorts hoeft in de ontworpen tekst niet uitdrukkelijk te worden vermeld dat de beslissingen van de veiligheidscommissie moeten worden gemotiveerd. Hier wordt immers louter een verplichting herhaald die krachtens de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’ toepasselijk is. Een dergelijke herhaling is nutteloos. Het herinneren aan de verplichting om een regel te respecteren die voortvloeit uit een wetgevende bepaling heeft ook het nadeel verwarring te kunnen stichten over de precieze juridische aard van de betrokken regel.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikelen 2 en 3

De artikelen 2 en 3 moeten onderling van plaats worden verwisseld teneinde rekening te houden met de bestaande nummering van de bepalingen die bij die artikelen worden gewijzigd.

In artikel 3 hoeft het volledige opschrift van het gewijzigde besluit niet te worden vermeld en kan er mee worden volstaan het te verwijzen naar “hetzelfde besluit”.

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt)

1. Gelet op het feit dat het gewijzigde artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 25 juli 2008 twee leden bevat, schrijve men in de inleidende zin:

“(…) wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:”.

2. De machtigingen die bij artikel 22 van de voornoemde wet van 8 juni 1998 aan de Koning worden verleend, maken hem bevoegd om de nadere regels voor de samenstelling en de werking van de veiligheidscommissie te bepalen, haar opdrachten te preciseren en de criteria vast

te stellen voor het bepalen van de bouw- en infrastructuurwerken waarin in ASTRID-radiodekking moet worden voorzien.

Deze machtigingen kunnen redelijkerwijze niet zo worden opgevat dat ze de bevoegdheid inhouden om te bepalen dat het dossier dat aan de veiligheidscommissie moet worden overgezonden “het gemotiveerd advies van gemeentelijke overheid inzake de noodzaak van een indoornadiodekking” moet bevatten, zoals het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, 6°, luidt.

Het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, 6°, moet dus worden weggelaten.

3. De Franse versie van het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, 7°, is in die zin gesteld dat het dossier dat aan de veiligheidscommissie wordt overgezonden door de overheid die een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning heeft ontvangen, melding maakt van “la date limite de la délivrance de l’avis à l’autorité compétente”. De Nederlandse versie is verschillend geformuleerd: uit deze versie blijkt dat in het dossier “de uiterste datum waarop het advies van de veiligheidscommissie bij de vergunning verlenende overheid moet toekomen” moet worden vermeld.

In dit verband moet vooreerst worden opgemerkt dat artikel 22 van de voornoemde wet van 8 juni 1988 *in casu* de veiligheidscommissie een beslissingsbevoegdheid opdraagt en niet – anders dan in de ontworpen tekst wordt aangegeven – een louter adviserende taak.

Daarenboven mag niet over het hoofd worden gezien dat het huidige tweede lid – dat blijkens het ontwerpbesluit het derde lid zou worden – van artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 25 juli 2008, bepaalt dat de overheid die een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning heeft ontvangen in het dossier dat aan de veiligheidscommissie wordt overgezonden, moet vermelden binnen welke termijn de stedenbouwkundige vergunning moet worden afgegeven. Krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 juli 2008 ‘tot vaststelling van de nadere regels voor de samenstelling en de werking van de ASTRID-veiligheidscommissie en tot precisering van de opdrachten daarvan’ is de veiligheidscommissie voorts verplicht haar beslissing aan de in artikel 8 bedoelde overheid mee te delen ten hoogste 14 dagen vóór het eind van de termijn waarbinnen de stedenbouwkundige vergunning moet worden afgegeven. Gelet op deze bepalingen begrijpt de Raad van State niet wat het nut is van het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, 7°.

Het ontwerpbesluit moet diensgevolge worden herzien.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt)

1. In de Franse versie van de inleidende zin moet het woord “paragraphe” worden vervangen door het woord “alinéa” en moet het bepaald lidwoord “l” voor de woorden “article 6” worden geplaatst.

2. Door in een bepaling die het voornoemde koninklijk besluit van 25 juli 2008 moet wijzigen melding te maken van “de criteria bepaald in artikel 1 hierboven”, wekt de ontworpen

bepaling de indruk dat ze aan artikel 1 van dat besluit refereert. De criteria waarnaar ze verwijst, moeten echter worden opgenomen in het koninklijk besluit houdende de vaststelling van de criteria ter bepaling van de bouw- en infrastructuurwerken waarin ASTRID-radiodekking moet worden voorzien, en niet in het voornoemde koninklijk besluit van 25 juli 2008.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 4

Teneinde iedere moeilijkheid te voorkomen met betrekking tot het nauwkeurig vaststellen van de dag waarop het ontworpen besluit in werking treedt, moet de termijn ofwel worden uitgedrukt in een aantal dagen (bijvoorbeeld “negentig dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*”), ofwel moet de eerste dag van een bepaalde maand worden aangegeven (bijvoorbeeld “de eerste dag van de derde maand volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*”).

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT –
DE EERSTE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Robert ANDERSEN